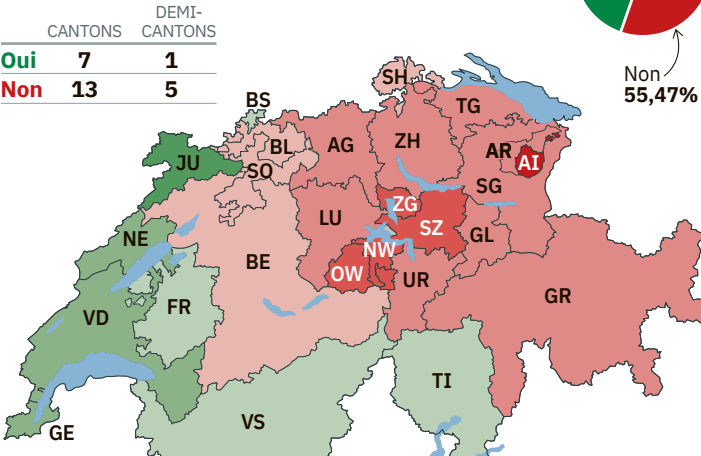
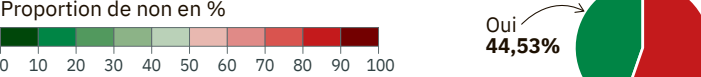


Votations fédérales du 9 juin

Le plafonnement des pri mes maladie rebondira dans les canto ns

Initiative populaire «Maximum 10% du revenu pour les primes d'assurance maladie»

Initiative d'allègement des primes



Participation 45,42%

Graphique: I. Caudullo. Source: OFS

Malgré le rejet de l'initiative socialiste, les cantons devraient apporter des solutions pour alléger la facture des assurés. Les Romands seront toutefois peu touchés.

Delphine Gasche Berne

Dehors, les nuages sont sombres en ce dimanche de votation. Une météo maussade qui semble s'être glissée à l'intérieur du quartier général des socialistes et des syndicalistes à Berne. Une douzaine d'entre eux, visages crispés, attendent les résultats de l'initiative visant à plafonner les primes à 10% du revenu. Ils regardent fébrilement leurs téléphones. Les nouvelles ne semblent pas bonnes. Elles sont confirmées quelques minutes plus tard.

Cyril Aellen, conseiller national (PLR/GE)

Le peuple refuse. Les lèvres se pincent. Un silence lourd s'installe. Il est graduellement interrompu par les premières interviews avec les journalistes. Rien à voir avec les explosions de joie et les chansons qui, trois mois plus tôt, avaient envahi le quartier général des partisans de la 13<sup>e</sup> rente AVS. Le deuxième couperet tombera vers 12h30, lors des projections. Le rejet est net: plus de 55% des votants ont déposé un non dans les urnes.

Soulagement chez les opposants

Quelques rues plus loin, en vieille ville de Berne, c'est le soulagement chez les opposants. «L'initiative n'était pas la bonne méthode pour limiter l'augmentation

des primes, souligne Cyril Aellen (PLR/GE). Elle ne s'attaquait pas aux causes réelles de ces hausses. Et elle n'était pas concrète.» Pas question pour autant de se laisser aller à une effusion de joie. On applaudit avec satisfaction les résultats. Mais sans plus.

Le Röstigraben esquissé lors du dernier sondage Tamedia (éditeur de ce contenu) se confirme. Les Romands ont majoritairement voté pour l'initiative. Les Suisses allemands s'y sont opposés, à l'exception de Bâle-lesquelques minutes plus tard.

Le Tessin aussi a voté pour. Un résultat pas si étonnant. C'est également dans ces cantons que les coûts de la santé sont les plus élevés, comme le démontre le tableau de bord de l'Office fédéral de la santé publique. «Quand les primes sont impossibles à payer, les gens nous soutiennent», note Baptiste Hurni (PS/NE).

Aussi bien à droite qu'à gauche, on explique l'échec de l'initiative par des considérations économiques. La 13<sup>e</sup> rente coûtera à terme 5 milliards de francs. Doubler l'ardoise pour plafonner les primes, c'est un pas que les Suisses n'ont pas osé franchir. «Les gens ont eu peur qu'on augmente leurs impôts», relève Cyril Aellen.

Baptiste Hurni note aussi un mauvais timing. Une votation en



**Les perdants et les gagnants**  
Ci-contre: le camp socialiste consterné à l'heure des résultats. Ci-dessous à g.: Pierre-Yves Maillard a déjà en ligne de mire la caisse publique. Ci-dessous au centre: Au PLR, Thierry Burkart (à g.) et Cyril Aellen, eux, se félicitent du résultat des urnes. Ci-dessous à dr.: Le Conseil fédéral, par la voix de sa ministre de la Santé socialiste Elisabeth Baume-Schneider, s'opposait aux deux initiatives. PHOTOS KEYSTONE



Le prochain combat? «L'initiative pour une caisse publique»

Les Suisses ont refusé qu'on plafonne les primes à 10% du revenu. La douloureuse ne fait-elle pas encore assez mal?



Est-ce que les milliards qu'on va dépenser pour la 13<sup>e</sup> rente AVS ont freiné l'enthousiasme?

Pourquoi l'auraient-ils plus freiné en Suisse allemande qu'en Suisse romande? Je n'exclus pas qu'il y ait eu un effet, mais il ne saurait expliquer le résultat du jour. Alors pourquoi la 13<sup>e</sup> rente a passé et non les primes à 10%? On aurait dû présenter des modèles concrets de mise en œuvre. Avec la 13<sup>e</sup> rente, tout le monde voyait à quelle sauce il serait mangé. On avait d'un côté la hausse de cotisations, ce que ça coûte; et de l'autre, la nouvelle

rente, ce que ça rapporte. Contrairement au discours de la droite, on voit que les mesures «arrosées» sont appréciées par les gens, parce qu'elles touchent tout le monde. C'est à ça qu'on devra penser le jour où l'on relancera un projet autour des primes.

Vous avez une initiative pour une caisse publique sous le coude. Allez-vous la lancer malgré la défaite du jour?

Avec 44% de oui, le résultat du jour est important. Et ce soutien sera toujours plus fort. Aujourd'hui, nos adversaires ont voulu faire peur en mettant en avant le spectre d'une hausse d'impôts. Désormais, ils vont devoir expliquer comment on supporte les hausses de primes, parce qu'elles vont continuer. Et c'est aussi une forme d'impôt. L'autre problème, c'est qu'on ne

sait pas où va l'argent. En deux ans, les primes auront augmenté de 12%. Sur un système qui coûte environ 35 milliards, ça fait près de 4 milliards. Or, on entend tous les jours des hôpitaux de services publics qui sont en déficit. Il y en a même au bord de la faillite. Les médecins généralistes disent qu'ils n'en peuvent plus. Quant aux Urgences, elles sont débordées. Il faut donc réfléchir à un texte qui s'occupe à la fois de la répartition de l'argent, du poids des primes et d'une meilleure efficacité du système d'assurance maladie. Vous lancerez cette initiative cette année encore? Nous avons un congrès en novembre, puis un autre en février. C'est à la direction du parti de répondre. Le prochain combat? «L'initiative pour une caisse publique». Florent Quiquerez Berne

Commentaire

Florent Quiquerez  
Correspondant à Berne



Un tel acte manqué du PS et du Centre, c'est rageant

Quel gâchis! Dans les offices socialiste et centriste, ils doivent être nombreux, parmi les stratèges, à se mordre les doigts. Car le double échec des initiatives sur la santé, ce dimanche, est la conséquence d'une incapacité de ces deux partis à travailler ensemble pour résoudre une des préoccupations principales des Suisses. Franchement, entre une initiative qui visait à anesthésier la douleur induite par la facture des primes d'assurance maladie et une autre qui proposait d'obliger les soignants à se mettre autour de la table pour trouver un remède, il y avait moyen de s'entendre. Ils étaient certes quelques frondeurs à soutenir le double oui, à l'image du Vaudois Roger Nordmann. Mais le gros des troupes n'a pas compris que faire un pas vers l'autre était l'occasion d'être plus fort face à cette machine à faire exploser les coûts. Chaque camp a décidé de rester dans son ornière dogmatique, oubliant la vision d'ensemble. Il est particulièrement rageant de voir que les délégués des deux partis n'ont même pas voulu entendre parler d'une liberté de vote, et se soient rangés derrière un niet en assemblée. Mathématiquement, pourtant, il y avait sur la table de quoi réussir. Dans plusieurs cantons où le PS est fort, Le Centre l'est beaucoup

moins. Et inversement. En additionnant les voix des uns et des autres, la force de frappe aurait été redoutable.

«Le gros des troupes n'a pas compris que faire un pas vers l'autre était l'occasion d'être plus fort face à cette machine à faire exploser les coûts.»

Si cette double défaite est mortifiante, c'est qu'elle rappelle ce qui se passe au parlement. Les partis du centre et de la gauche y sont majoritaires, et pourtant là aussi, au lieu de faire bloc, ils enchaînent les actes manqués, laissant la droite – qui n'en demande pas tant – faire la pluie et le beau temps. On peut retourner le problème dans tous les sens. Durant la campagne, le PLR et l'UDC recommandaient le double non. Ce dimanche, ils sont les seuls à avoir tout gagné.

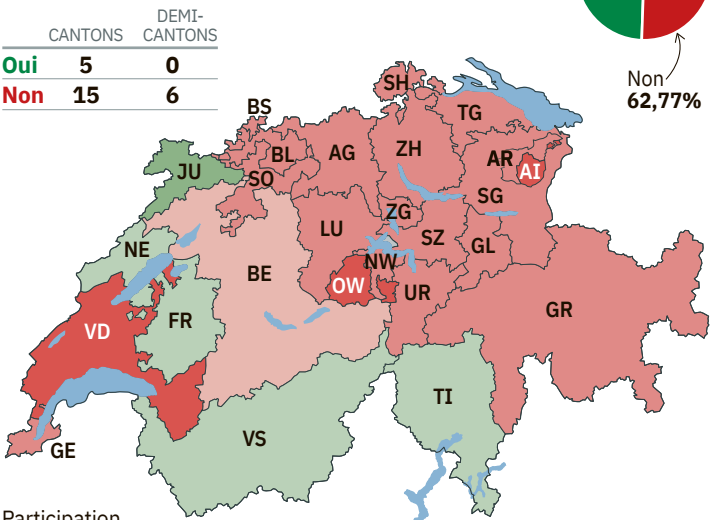
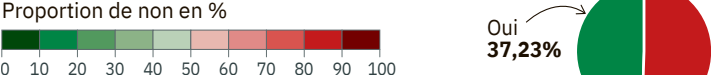
Sondage: des fossés pour la santé

Comment les Suisses ont-ils voté ce dimanche? C'est ce que permet de décrypter le sondage Tamedia (éditeur de ce contenu). L'enquête, menée entre le 6 et le 9 juin, se base sur les réponses de 12'444 personnes issues des trois régions linguistiques. Voici ce qu'on y apprend pour la santé. Il suffit de regarder la carte des cantons pour comprendre que les Latins ont applaudi des deux matins l'initiative pour limiter les primes à 10% des revenus avant que les Alémaniques ne sonnent la fin de la récréation. Mais ce n'est pas la seule différence qui saute aux yeux quand on se plonge dans les résultats de notre sondage. Sans surprise, l'initiative a fait un carton auprès de l'électorat de gauche: 77% de oui au PS et 68% chez Les Verts. Le camp bourgeois, lui, a été unanime à voter non: à 80% au PLR, 72% chez les Verts libéraux, 67% au Centre. Le refus le plus faible vient de l'UDC: 66% de non pour 34% de oui. Comme déjà révélé lors des deux premières vagues du sondage qui ont ponctué la campagne, le soutien au texte est fortement corrélé au revenu disponible. Plus on a de moyens, plus on est contre. Ainsi,

les ménages qui ont moins de 4000 francs par mois sont 56% à dire oui à l'initiative. Ce soutien s'effondre peu à peu pour atterrir à 20% chez les ménages qui ont plus de 16'000 francs par mois. A noter enfin que les problèmes financiers de la Confédération n'ont guère joué lors de cette votation. 49% des personnes interrogées estiment que cette situation les a influencés «un peu ou beaucoup». Mais 48% ont répondu que cela avait joué peu, voire aucun rôle dans leur choix. Concernant l'autre initiative santé, celle du Centre qui proposait un frein aux coûts sur le modèle du frein à l'endettement, elle n'a été soutenue que par les partisans du... Centre. Et encore, avec 56% de oui, on est loin d'un raz de marée. Dans l'électorat des autres partis, c'est non partout: 75% au PLR, 66% au PS, 65% à l'UDC et chez les Verts libéraux, 61% chez Les Verts. A l'exception de celle des partis, il est difficile de trouver d'autres divisions. Que ce soit au niveau du sexe, de l'âge, du revenu, du niveau de formation ou du lieu de résidence, le non est peu ou prou le même partout. **FQU**

Initiative populaire «Pour des primes plus basses. Frein aux coûts de santé»

Initiative pour un frein aux coûts



Participation 45,37%

Graphique: T. Caudullo. Source: OFS

Une série de projets devrait freiner les coûts

**Santé**  
Après l'échec de l'initiative du Centre, des élus fédéraux évoquent les réformes qui pourraient permettre d'agir sur les coûts de la santé.

On s'attendait à un échec. Son ampleur est plus surprenante. L'initiative du Centre pour introduire un frein aux coûts de la santé a été rejetée par près de 63% des votants. C'est plus de 10 points que prévu par le dernier sondage Tamedia.

Déçu, Benjamin Roduit (Le Centre/VS) tient toutefois à souligner que son parti – parti seul contre tous – a réussi à convaincre au-delà de sa base. 37% de «oui», c'est plus de deux fois la force électorale des centristes.

**De la transparence**  
Mais cela n'a pas suffi. La crainte d'un rationnement des soins l'a emporté pour une majorité des Suisses. Afin de barrer la route à l'initiative, un contre-projet a été élaboré. Concrètement, il prévoit de fixer des objectifs de maîtrise des coûts de la santé tous les quatre ans. Les premiers seront présentés dès 2026, a annoncé la ministre de la Santé ce dimanche. Elisabeth Baume-Schneider a encore précisé que la transparence serait ainsi améliorée. Les acteurs de la santé devront préciser l'ampleur de la hausse des coûts, et la justifier.

Pas de quoi convaincre Benjamin Roduit. «Ce contre-projet est très théorique. Les cantons devront évaluer eux-mêmes les objectifs. Or, ils génèrent une bonne partie des coûts à travers

les hôpitaux.» Si l'on veut faire baisser la facture, il faudra surtout, selon lui, faire avancer les grosses réformes.

**Financement uniforme des soins**  
De quoi parle-t-on? Premièrement, du dossier électronique du patient. «Il faut le rendre obligatoire.» Il y a ensuite le financement uniforme des soins ambulatoires et stationnaires, soumis au peuple en automne, la révision des tarifs des prestations, soit le passage du Tarmed au Tardoc, la planification hospitalière ou encore les réseaux de soins coordonnés. «Des milliards de francs pourraient être économisés.»

«Ce contre-projet est très théorique. Les cantons devront évaluer eux-mêmes les objectifs.»



C'est aussi la voie que privilégierait Cyril Aellen (PLR/GE), qui a fait campagne contre l'initiative du Centre, pour réduire les coûts de la santé. Le député mentionne également une meilleure utilisation des génériques ou encore la lutte contre le gaspillage de médicaments. Reste à trouver des majorités sous la Coupole fédérale. **Delphine Gasche** Berne



Le suspense n'a pas duré longtemps dimanche pour Gerhard Pfister, président du Centre (à g.). KEYSTONE